

Mairie de Jouars-Pontchartrain 1, rue Sainte Anne 78760 Jouars-Pontchartrain

	ÉRIEUR
D.L.F	

2 5 JUIL. 2018

ARRIVÉE SDLP-BLI

Direc et	tic and then a	Publiques
- I - I - I - I - I - I - I - I - I - I	2 3 JUIL. 20	18
chartrain	. Te 20 juitler 26	1.0

Jouars-Pontchartrain, le 20 juillet 201

Ministère de l'intérieur
Direction des libertés publiques et des affaires juridiques
Bureau des polices administratives

2 4 JUIL ZUID

SLI

Place Beauvau 75009 PARIS

BORDEREAU D'ENVOI

Courrier: Nº 043/2018

Objet : Rapport sur l'emploi des caméras individuelles

Désignation des pièces	Nb d'ex.	Observations
Rapport sur l'emploi des caméras individuelles par la police municipale de Jouars-Pontchartrain	1	Rapport n°042/2018

Cachet et signature :









Mairie de Jouars-Pontchartrain 1, rue Sainte Anne 78760 JOUARS-PONTCHARTRAIN Jouars-Pontchartrain le 19 juillet 2018

Ministère de l'intérieur
Direction des libertés publiques et des affaires juridiques
Bureau des polices administratives
Place Beauvau
75009 PARIS

Réf: BG/HL/042/18

Objet : Rapport sur l'emploi des caméras individuelles par les agents de police municipale.

La police municipale de Jouars-Pontchartrain est équipée, à titre expérimental, de caméras individuelles depuis le mois d'octobre 2017.

Conformément à l'article 10 du Décret n°2016-1861 du 23 décembre 2016, je vous communique ce rapport sur l'emploi de ces caméras individuelles.

Durant la période d'expérimentation, les agents ont déclenché à 9 reprises l'enregistrement sur les interventions. Les déclenchements ont été réalisés, à l'occasion de contrôles de police de la route, de constats d'urbanisme ou de réclamations d'administrés, lorsque les agents ont estimé que l'intervention risquait de dégénérer. Ces enregistrements n'ont pas donné lieu à des procédures judiciaires. L'information des personnes et le déclenchement des caméras ont suffi à éviter les débordements verbaux parfois constatés.

Le port des caméras individuelles par les agents de la police municipale a été majoritairement bien accueilli par le public. Les caméras ont suscité des interrogations auxquelles les agents ont pu répondre et rassurer les administrés.

Les déclenchements d'enregistrements n'ont donné lieu à aucune procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire.

La consultation des enregistrements a été effectuée à titre pédagogique au sein du service, dans le cadre de la formation sur la gestion des conflits.

Aucune extraction des données provenant des caméras individuelles n'a été effectuée.

Le Maire Hervé LEMOINÉ